

- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Bruges;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Bruxelles;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Gand;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Hasselt;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Courtrai;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Ypres;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Louvain;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Malines;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Audenarde;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Tongres;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Turnhout;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Furnes;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Arlon;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Charleroi;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Dinant;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Eupen;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Huy;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Liège;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Marche-en-Famenne;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Mons;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Namur;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Nivelles;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Tournai;
- Officier dirigeant de la Brigade judiciaire à Verviers.»

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001.
Bruxelles, le 9 janvier 2001.

A. DUQUESNE

- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Brugge;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Brussel;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Gent;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Hasselt;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Kortrijk;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Ieper;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Leuven;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Mechelen;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Oudenaarde;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Tongeren;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Turnhout;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Veurne;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Aarlen;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Charleroi;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Dinant;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Eupen;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Hoei;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Luik;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Marche-en-Famenne;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Bergen;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Namen;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Nijvel;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Doornik;
- Leidende officier van de Gerechtelijke Brigade te Verviers.»

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2001.
Brussel, 9 januari 2001.

A. DUQUESNE

F. 2001 — 95

[C — 2000/01120]

9 JANVIER 2001. — Arrêté ministériel relatif aux délégations de pouvoir du Ministre de l'Intérieur à certaines autorités de la police fédérale en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et en matière de réalisation de dépenses diverses

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 6;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, notamment les articles 28 et 71;

Vu l'arrêté royal du 14 octobre 1996 relatif au contrôle préalable et aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et en matière d'action de concession de travaux publics au niveau fédéral, notamment les articles 6 à 10 inclus;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 19 décembre 2000;

Vu l'avis conforme du Ministre de la Justice, donné le 8 janvier 2001,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° le ministre : le ministre de l'Intérieur;

2° la loi : la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

3° l'arrêté royal : l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

N. 2001 — 95

[C — 2000/01120]

9 JANUARI 2001. — Ministerieel besluit betreffende het overdragen van bevoegdheid van de Minister van Binnenlandse Zaken aan bepaalde overheden van de federale politie inzake de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en inzake het doen van diverse uitgaven

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1991, inzonderheid op de artikelen 28 en 71;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 oktober 1996 betreffende het voorafgaand toezicht en de overdracht van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en inzake de toekenning van concessies voor openbare werken op federaal niveau, inzonderheid op de artikelen 6 tot en met 10;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 19 december 2000;

Gelet op het eensluidend advies van de Minister van Justitie, gegeven op 8 januari 2001,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de minister : de minister van Binnenlandse Zaken;

2° de wet : de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

3° het koninklijk besluit : het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

4° ordonnateur centralisé : titulaire d'une fonction dans un service spécialisé en marchés publics, mandaté par le ministre pour intervenir dans l'attribution en faveur de la police fédérale et, sur demande, de la police locale;

5° ordonnateur décentralisé : titulaire d'une fonction à la police fédérale qui est mandaté par le ministre pour attribuer des marchés au profit de son propre service;

6° dépense diverse : dépense qui ne se rapporte pas à des marchés publics et qui ne résulte pas de l'exécution des dispositions légales ou réglementaires;

7° programme de consommation : détail du budget administratif de la police fédérale et du fonctionnement intégré, divisé en fonction de la consommation des crédits;

8° demande d'accord préalable : document sur lequel l'ordonnateur mandaté acte l'objet du marché, le choix du mode de passation ainsi que l'imputation budgétaire après avoir requis, dans les cas prévus par la loi, l'avis préalable des autorités chargées du contrôle administratif et budgétaire ainsi que l'accord préalable du Conseil des ministres et après avoir reçu l'accord préalable du ministre dans les cas prévus par cet arrêté ministériel.

CHAPITRE II. — *Délégation de pouvoir en matière de marchés publics de travaux, de fournitures et de services*

Section 1^{re}. — Dispositions applicables à tous les marchés

Art. 2. Délégation de pouvoir est accordée aux ordonnateurs, titulaires des fonctions, désignés aux tableaux annexés au présent arrêté et ceci dans les limites des montants fixés dans les colonnes des tableaux 1 et 2;

Les compétences des directeurs généraux du tableau 1 sont limitées à 200.000,- Bef pour les dépenses sur le budget de 2001.

Le commissaire général et les directeurs généraux peuvent limiter le pouvoir d'ordonnateur décentralisé, accordé aux directions qui leur sont hiérarchiquement subordonnées.

Art. 3. Sans préjudice de l'avis préalable de l'inspection des finances et du contrôle préalable du Conseil des ministres et pour autant que l'objet du marché soit repris dans le programme de consommation, approuvé au préalable par le ministre, ou à défaut du programme de consommation, par l'approbation propre de l'objet du marché, la délégation de pouvoir comporte :

1° la préparation du marché dans les limites des montants du tableau 1 :

- a) le choix du mode de passation du marché;
- b) l'approbation des cahiers spéciaux des charges ou des documents en tenant lieu;
- c) l'engagement de la procédure;
- d) la désignation du service chargé de l'évaluation et du service ou du fonctionnaire dirigeant chargé de la direction et du contrôle de l'exécution des marchés.

L'approbation préalable de l'objet du marché par le ministre n'est pas requise lorsque la dépense ne dépasse pas les montants fixés à l'article 120 de l'arrêté royal.

Pour les marchés dont les montants estimés dépassent les seuils mentionnés au tableau 1, ligne 1.a., une demande d'accord préalable doit être adressée au ministre. Le directeur du service d'achat a une délégation illimitée pour le surplus;

2° la sélection des candidats à un marché dans les limites des montants du tableau 1;

3° l'attribution ou la non-attribution du marché y compris la signature de la lettre de commande ou du contrat dans les limites des montants du tableau 1. Pour les marchés publics pour lesquels le ministre est ordonnateur, le directeur du service d'achat peut suspendre la participation d'un soumissionnaire jusqu'à la décision définitive du ministre s'il appert que la soumission n'est pas conforme sur le plan administratif ou ne répond pas aux prescriptions essentielles du cahier spécial des charges et/ou de ses annexes;

4° gecentraliseerd ordonnateur : een door de minister gemachtigd titularis van een ambt bij een in overheidsopdrachten gespecialiseerde dienst die instaat voor de gunning ten voordele van de federale politie en, op vraag, van de lokale politie;

5° gedecentraliseerd ordonnateur : een door de minister gemachtigd titularis van een ambt bij de federale politie die opdrachten gunt voor zijn eigen dienst;

6° diverse uitgave : uitgave die geen betrekking heeft op overheidsopdrachten en die evenmin voortvloeit uit de uitvoering van wets- of reglementsbevestigingen;

7° verbruiksprogramma : detail van de administratieve begroting van de federale politie en de geïntegreerde werking, opgesplitst naar de wijze van het verbruik van de kredieten;

8° aanvraag tot voorafgaand akkoord : document waarop de gemachtigde ordonnateur het voorwerp van de opdracht, de keuze van gunningswijze en de budgettaire aanrekening acteert na in de wettelijk voorziene gevallen het voorafgaand advies ingewonnen te hebben van de autoriteiten belast met de administratieve en begrotingscontrole alsook het voorafgaand akkoord van de Ministerraad verkregen te hebben en na het voorafgaand akkoord verkregen te hebben van de minister in de bij dit ministerieel besluit bepaalde gevallen.

HOOFDSTUK II. — *Overdracht van bevoegdheid inzake overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten*

Afdeling 1. — Bepalingen toepasselijk op alle opdrachten

Art. 2. Overdracht van bevoegdheid wordt verleend aan de ordonnateurs, titularissen van de ambten, aangewezen in de bij dit besluit gevoegde tabellen en dit binnen de perken van de bedragen vermeld in de kolommen van de tabellen 1 en 2.

De bevoegdheden van de directeurs-generaal in de tabel 1 worden voor de uitgaven op de begroting van 2001 evenwel beperkt tot 200.000,- Bef.

De commissaris-generaal en de directeurs-generaal mogen de bevoegdheid van gedecentraliseerd ordonnateur, toegekend aan de directies die hen hiërarchisch ondergeschikt zijn, beperken.

Art. 3. Onverminderd het voorafgaand advies van de inspectie van financiën en het voorafgaand toezicht van de Ministerraad en voor zover het voorwerp van de opdracht opgenomen is in het door de minister vooraf goedgekeurde verbruiksprogramma of bij ontstentenis van het verbruiksprogramma door goedkeuring over het voorwerp van de opdracht zelf, omvat de overdracht van bevoegdheid :

1° het voorbereiden van de opdracht binnen de perken van de bedragen van tabel 1 :

- a) het kiezen van de gunningswijze van de opdracht;
- b) het goedkeuren van de bestekken of van de als zodanig geldende bescheiden;
- c) het inzetten van de procedure;
- d) het aanwijzen van de dienst belast met de evaluatie en van de dienst of van de leidende ambtenaar belast met de leiding van en het toezicht op de uitvoering van de opdrachten.

De voorafgaande goedkeuring van het voorwerp van de opdracht door de minister is niet vereist wanneer de uitgave de bedragen bepaald in artikel 120 van het koninklijk besluit niet overschrijft.

Voor de overheidsopdrachten waarvan de geschatte bedragen de in tabel 1, regel 1.a. weergegeven drempels overschrijden, moet een aanvraag tot voorafgaand akkoord aan de minister gericht worden. De directeur van de aankoopdienst heeft een onbeperkte overdracht voor het overblijvende;

2° de selectie van de kandidaten voor een opdracht binnen de perken van de bedragen van tabel 1;

3° het al dan niet gunnen van de opdracht met inbegrip van het ondertekenen van de bestelbrief of het contract binnen de perken van de bedragen van tabel 1. Voor de overheidsopdrachten waarvoor de minister ordonnateur is, mag de directeur van de aankoopdienst de deelname van een inschrijver opschorten tot de definitieve beslissing van de minister indien blijkt dat de inschrijving niet conform is op administratief vlak of niet beantwoordt aan de essentiële bestekbepalingen en/of zijn bijlagen;

4° l'exécution du marché attribué par l'ordonnateur lui-même :

a) la modification du marché au moyen d'un avenant sans que l'objet du marché soit modifié et moyennant juste compensation s'il y a lieu et pour autant que le montant de l'avenant ne soit pas supérieur à la délégation pour la procédure négociée sans publicité. Lorsqu'il existe plusieurs avenants, cette délégation est valable tant que la somme des montants des différents avenants n'est pas supérieure au montant de la délégation de pouvoir qui lui est accordée pour passer des marchés par procédure négociée sans publicité;

b) la transaction;

c) la prise de décisions en matière d'application des mesures d'office;

d) l'acceptation moyennant réfaction des parties qui ne correspond pas avec ce qui a été stipulé contractuellement;

e) la prise d'une décision de remise ou de refus de remise d'amende pour retard d'exécution.

Le directeur du service d'achat de la police fédérale veille à l'exécution des marchés qui sont attribués par le ministre à l'exception :

a) des avenants avec une répercussion financière au-dessus du montant fixé à l'article 120 de l'arrêté royal ou les avenants qui ont trait aux stipulations qui étaient déterminantes pour l'attribution;

b) des mesures d'office;

c) des transactions, de l'acceptation moyennant réfaction et des remises ou des refus de remise d'amende au-dessus des seuils mentionnés au tableau 2.

Art. 4. A l'exception des dérogations prévues dans l'alinéa 2, l'avis du commissaire général ou de l'autorité de contrôle désignée par ce dernier est préalablement requis, concernant la légalité et la régularité de la dépense, pour les marchés dont le montant dépasse 200.000 FB.

L'avis préalable n'est pas requis pour les dépenses de l'officier de liaison à l'étranger et pour les dépenses du chef d'un service, chargé de mission à l'étranger, en exécution de l'article 8.

Il appartient au commissaire général d'organiser un contrôle suffisant de l'exercice des délégations pour les marchés publics dont le montant ne dépasse pas 200.000 FB.

Art. 5. Pour la détermination de la délégation, le montant des marchés publics est à estimer en fonction des règles fixées par les articles 2, 28 et 54 de l'arrêté royal.

Les particularités suivantes sont à considérer :

1° en cas de travaux, de fournitures ou de services complémentaires à passer par procédure négociée dans les conditions de l'article 17, § 2, 2°, a et 3°, b, de la loi, le montant du marché principal est également pris en compte;

2° pour les conventions d'échange, le montant à prendre en considération pour déterminer les délégations à tous les stades est le double de la valeur d'échange estimée;

3° pour l'avenant, la transaction, l'acceptation de la réfaction et la remise ou le refus de remise des amendes pour exécution tardive, le montant à prendre en considération est le montant effectif de l'avenant, de la transaction, de la réfaction ou de l'amende.

Section 2. — Dispositions applicables à certains marchés

Sous-section 1^{re}. — Conventions d'échange

Art. 6. Le directeur du service d'achat de la police fédérale a le pouvoir de préparer, d'attribuer et d'exécuter les conventions d'échange, à condition de respecter la loi budgétaire, la législation sur les marchés publics et les conditions prévues dans la section première.

4° het uitvoeren van de door de ordonnateur zelf gegunde opdracht :

a) het wijzigen van de opdracht via bijakte, zonder dat het voorwerp van de opdracht wordt veranderd, zo nodig mits een rechtvaardige compensatie en voor zover het bedrag van de bijakte niet hoger is dan dit van de bevoegdheidsoverdracht tot de onderhandelings-procedure zonder bekendmaking. Zijn er verschillende bijakten, dan geldt deze bevoegdheid slechts voor zover de som van de bedragen van de verschillende bijakten niet hoger is dan die van zijn bevoegdheidsoverdracht tot onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

b) het aangaan van dadingen;

c) het treffen van de beslissingen inzake de toepassing van de maatregelen van ambtswege;

d) het aanvaarden mits minderwaarde van de partijen die niet overeenstemmen met hetgeen contractueel bedongen werd;

e) het treffen van een beslissing inzake een teruggave of weigering van teruggave van boeten wegens laattijdige uitvoering.

De directeur van de aankoopdienst van de federale politie staat in voor de uitvoering van de door de minister gegunde opdrachten met uitzondering van :

a) de bijakten met een financiële weerslag boven het bedrag bepaald in artikel 120 van het koninklijk besluit of de bijakten die betrekking hebben op bepalingen die determinerend waren bij de gunning;

b) de maatregelen van ambtswege;

c) de dadingen, het aanvaarden mits minderwaarde en de kwijtschelding of weigering van teruggave van boeten boven de in tabel 2 vermelde drempels.

Art. 4. Voor de opdrachten waarvan het bedrag 200.000 BEF overtreft, is, behoudens de in het tweede lid vermelde afwijkingen, het voorafgaand advies vereist van de commissaris-generaal of van de door hem hiertoe aangewezen controleautoriteit inzake de wettelijkheid en de regelmatigheid van de uitgave.

Het voorafgaand advies is niet vereist voor de uitgaven gedaan door de verbindingsofficier in het buitenland en voor de uitgaven gedaan door het hoofd van een dienst met opdracht belast in het buitenland ter uitvoering van artikel 8.

Het komt de commissaris-generaal toe een voldoende controle te organiseren inzake de uitoefening van de overdracht voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag 200.000 BEF niet overtreft.

Art. 5. Voor het bepalen van de delegatie dient het bedrag van de overheidsopdrachten te worden geraamd volgens de regels vastgesteld door de artikelen 2, 28 of 54 van het koninklijk besluit.

Volgende bijzonderheden dienen in acht te worden genomen :

1° in geval van aanvullende werken, leveringen of diensten te gunnen bij onderhandelingsprocedure in de voorwaarden van artikel 17, § 2, 2°, a en 3°, b, van de wet, wordt ook het bedrag van de hoofdoorzaak in aanmerking genomen;

2° voor de ruilvereenkomsten geldt voor het bepalen van de delegaties in alle stadia het dubbel van de geschatte ruilwaarde;

3° voor de bijakte, de dading, het aanvaarden van minderwaarde en de kwijtschelding of de weigering van teruggave van boeten wegens laattijdige uitvoering, is het in rekening te brengen bedrag het effectieve bedrag van de bijakte, de dading, de minderwaarde of de boete.

Afdeling 2. — Bepalingen toepasselijk op sommige opdrachten

Onderafdeling 1. — Ruilvereenkomsten

Art. 6. De directeur van de aankoopdienst van de federale politie heeft de bevoegdheid om ruilvereenkomsten voor te bereiden, te gunnen en uit te voeren, mits naleving van de begrotingswet, van de wetgeving op de overheidsopdrachten en volgens de voorschriften omschreven in afdeling 1.

Sous-section 2. — Procédures spéciales

Art. 7. Pour les marchés de travaux, de fournitures et de services à attribuer par ou pour des personnes de droit public différentes, cette coopération ne peut être réalisée que par le directeur du service d'achat de la police fédérale.

Art. 8. En cas d'extrême urgence, dans des circonstances qui ne permettent pas de faire intervenir une autorité désignée au tableau 1 et lorsque le personnel est en mission à l'étranger, le chef du service a délégation de pouvoir pour conclure les marchés servant à :

- sauvegarder des vies humaines;
- assurer les soins médicaux, le transport ou le rapatriement du personnel sous son commandement;
- assurer la sécurité d'emploi du matériel et la bonne exécution de la mission.

CHAPITRE III. — *Délégation de pouvoir en matière de réalisation de dépenses diverses*

Art. 9. Sans préjudice de l'avis préalable de l'inspection des finances et du contrôle préalable du Conseil des ministres, délégation de pouvoir est accordée aux ordonnateurs, titulaires des fonctions, désignés aux tableaux annexés pour l'engagement juridique des dépenses diverses qui sont inscrites dans le programme de consommation approuvé par le ministre, et ceci dans les limites des montants fixés dans le tableau 3.

Art. 10. Pour les dépenses diverses, l'ordre de paiement est donné par les autorités désignées dans le tableau 3 annexé au présent arrêté et ceci dans les limites des montants qui y sont fixés.

Art. 11. Il appartient au commissaire général de déterminer la procédure à suivre et d'organiser un contrôle suffisant de l'exercice des délégations pour les dépenses diverses.

Art. 12. Pour la détermination de la délégation de l'article 9, le montant des dépenses diverses à durée déterminée est à estimer en se fondant sur le montant total pour toute sa durée.

Pour les dépenses diverses à durée indéterminée, la délégation est à déterminer en se fondant sur le montant mensuel multiplié par quarante-huit.

CHAPITRE IV. — *Dispositions particulières*

Art. 13. Les montants, mentionnés dans le présent arrêté ministériel et dans ses annexes, s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 14. Le présent arrêté ministériel entre en vigueur le 01 janvier 2001, et ce pour autant que l'autorité responsable pour chaque direction ou service cité est mise en place, ou que la direction ou le service reprenant est créé. Entretemps, en application de l'article 253, alinéa 1^{er}, de la loi du 07 décembre 1998, organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'arrêté ministériel du 29 septembre 1994 relatif aux délégations de pouvoir du ministre de l'Intérieur à certaines autorités de gendarmerie en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et en matière de dépenses diverses, reste d'application.

Bruxelles, le 9 janvier 2001.

A. DUQUESNE

Onderafdeling 2. — Bijzondere procedures

Art. 7. Voor het gunnen van opdrachten van werken, leveringen en diensten door of voor andere publiekrechtelijke personen, kan die samenwerking alleen geschieden via de directeur van de aankoopdienst van de federale politie.

Art. 8. In uiterst dringende omstandigheden, in omstandigheden die niet de mogelijkheid bieden een overheid aangewezen in tabel 1 te laten optreden en indien het personeel met opdracht is in het buitenland, heeft de overheid die de dienst beveelt overdracht van bevoegdheid om opdrachten te gunnen die noodzakelijk zijn om :

- mensenlevens te beschermen;
- te voorzien in de medische verzorging, het vervoer of de repatriëring van het personeel onder zijn bevel;
- de gebruiksveiligheid van het materieel en de goede uitvoering van de opdracht te verzekeren.

HOOFDSTUK III. — *Overdracht van bevoegdheid inzake het doen van diverse uitgaven*

Art. 9. Onverminderd het voorafgaand advies van de inspectie van financiën en het voorafgaand toezicht van de Ministerraad wordt voor de diverse uitgaven, ingeschreven in het jaarlijkse verbruiksprogramma goedgekeurd door de minister, overdracht van bevoegdheid verleend aan de ordonnateurs, titularissen van de ambten, aangewezen in de bij dit besluit gevoegde tabellen, voor het juridisch vastleggen binnen de perken van de bedragen van tabel 3.

Art. 10. Voor de diverse uitgaven wordt de opdracht tot betaling gegeven door de overheden aangewezen in de bij dit besluit gevoegde tabel 3 en binnen de perken van de hierin bepaalde bedragen.

Art. 11. Het komt de commissaris-generaal toe de te volgen procedure te bepalen en een voldoende controle te organiseren betreffende de uitoefening van de overdracht van bevoegdheid inzake diverse uitgaven.

Art. 12. Voor het bepalen van de delegatie van artikel 9 dient het bedrag van de diverse uitgaven van bepaalde duur geraamd te worden op grond van het totaalbedrag voor de gehele looptijd.

Voor de diverse uitgaven van onbepaalde duur wordt de delegatie bepaald op grond van het maandelijks bedrag vermenigvuldigd met achtenveertig.

HOOFDSTUK IV. — *Bijzondere bepalingen*

Art. 13. De in dit ministerieel besluit en haar bijlagen vermelde bedragen worden exclusief de belasting over de toegevoegde waarde opgegeven.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2001, en dit voor zover voor elk van de vermelde directies of diensten de verantwoordelijke autoriteit in plaats is gesteld, of de overnemende directie of dienst opgericht is. In toepassing van artikel 253, eerste lid, van de wet van 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politie-dienst, gestructureerd op twee niveaus, blijft tot zolang het ministerieel besluit van 16 maart 1998 betreffende het overdragen van bevoegdheid van de minister van Binnenlandse Zaken aan bepaalde rijkswachtoverheden inzake de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en inzake diverse uitgaven, van toepassing.

Brussel, 9 januari 2001.

A. DUQUESNE

Annexe I à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2001

Tableau 1 : Délégation de pouvoir pour marchés publics aux stades de la préparation, de la sélection et de la passation du marché (en millions francs)

	Préparation Excl DAP			DAP, sélection et passation									Confier des marchés à d'autres services		
				Procédure générale			Procédure restreinte ou négociée avec publicité			Procédure négociée sans publicité					
	T	F	S	T	F	S	T	F	S	T	S	F	T	F	S
1. ordonnateurs centralisés															
a) directeur du service d'achat	SANS LIMITATION			10,0	50,0	50,0	5,0	25,0	25,0	5,0	12,5	7,5	5,0	50,0	50,0
b) chef des bureaux du service d'achat	en fonction de ses seuils suivant la procédure choisie			-	5,0	5,0	-	2,5	2,5	-	1,25	1,25	-	-	-
c) commissaire général	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
d) directeur général de la direction de la police administrative	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
e) directeur général de la direction de la police judiciaire	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
f) directeur général de la direction de l'appui opérationnel	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
g) directeur général de la direction des ressources humaines	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
h) directeur général de la direction des moyens matériels	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
i) chef du centre logistique	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
j) directeur de la direction équipement	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
k) directeur de la direction infrastructure	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	-	-	-
l) directeur de la direction télématique	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
2. ordonnateurs décentralisés du tableau 4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	-	-	-

LEGENDE : T : travaux.

F : fournitures.

S : services.

DAP : demande d'accord préalable. Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2001.

Le ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Bijlage I bij het ministerieel besluit van 9 januari 2001

Tabel 1 : Overdracht van bevoegdheid voor overheidsopdrachten in het stadium voorbereiding, selectie en gunning (in miljoenen frank)

	Vorbereiding Excl AVA			AVA, selectie en gunning									Toevertrouwen van opdrach- ten aan andere diensten		
				Algemene procedure			Bepaalde procedure of onder- handelingsprocedure met bekendmaking			Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking					
1. gecentraliseerde ordonnateurs	W	L	D	W	L	D	W	L	D	W	L	D	W	L	D
a) directeur van de aankoopdienst	ONBEPERKT			10,0	50,0	50,0	5,0	25,0	25,0	5,0	12,5	7,5	5,0	50,0	50,0
b) chef van een aankoopbureau van de aankoop- dienst	In functie van zijn drempels volgens de gekozen proce- dure			-											
c) commissaris-generaal	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
d) directeur-generaal van de algemene directie bestuurlijke politie	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
e) directeur-generaal van de algemene directie gerechtelijke politie	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
f) directeur-generaal van de algemene directie ope- rationele ondersteuning	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
g) directeur-generaal van de algemene directie personeel	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
h) directeur-generaal van de algemene directie materiële middelen	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
i) hoofd van het logistiek centrum	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
j) directeur van de directie uitrusting	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
k) directeur van de directie infrastructuur	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	-	-	-
l) directeur van de directie telematica	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	0,8	0,8	-	-	-
2. gedecentraliseerde ordonnateurs van tabel 4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	-	-	-

LEGENDE : W : werken.
L : leveringen.
D : diensten.
AVA : aanvraag tot voorafgaand akkoord.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit 9 januari 2001.

De minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

Annexe II à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2001

Tableau 2 : Délégation de pouvoir pour marchés publics attribués par le ministre au stade de l'exécution du marché (en millions francs)

Ordonnateur	Mesure	Transaction Acceptation de la réfaction			Remise ou refus de remise des amendes pour retard d'exécution		
		T	F	S	T	F	S
directeur du service d'achat		1,250	12,500	5,00	2,500	2,500	5,000

LEGENDE : T : travaux.
F : fournitures.
S : services.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2001.

Le ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Bijlage II bij het ministerieel besluit van 9 januari 2001

Tabel 2 : Overdracht van bevoegdheid in het stadium uitvoering van de door de minister gegunde overheidsopdrachten (in miljoenen frank)

Ordonnateur	Maatregel	Dading Aanvaarden minderwaarde			Kwijtschelding of weigering van teruggave van boeten wegens laattijdige uitvoering		
		W	L	D	W	L	D
directeur van de aankoopdienst		1,250	12,500	5,00	2,500	2,500	5,000

LEGENDE : W : werken.
L : leveringen.
D : diensten

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 9 januari 2001.

De minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

Annexe III à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2001

Tableau 3 : Délégation de pouvoir pour dépenses diverses (en millions francs)

Ordonnateur	Mesure	Engagement juridique	L'ordre de paiement
Le commissaire général		10,0	SANS LIMITATIONS
Le directeur général de la direction générale de la police administrative		0,8	10,0
Le directeur général de la direction générale de la police judiciaire		0,8	10,0
Le directeur général de la direction générale de l'appui opérationnel		0,8	10,0
Le directeur général de la direction générale des ressources humaines		0,8	10,0
Le directeur général de la direction générale des moyens matériels		0,8	10,0
Les officiers de liaison à l'étranger		0,8	0,8
Les ordonnateurs décentralisés du tableau 4		0,2	0,8

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2001.

Le ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Bijlage III bij het ministerieel besluit van 9 januari 2001

Tabel 3 : Overdracht van bevoegdheid voor diverse uitgaven (in miljoenen frank)

Ordonnateur	Maatregel	Juridische Vastlegging	Opdracht tot betaling
De commissaris-generaal		10,0	ONBEPERKT
De directeur-generaal van de algemene directie bestuurlijke politie		0,8	10,0
De directeur-generaal van de algemene directie gerechtelijke politie		0,8	10,0
De directeur-generaal van de algemene directie operationele ondersteuning		0,8	10,0
De directeur-generaal van de algemene directie personeel		0,8	10,0
De directeur-generaal van de algemene directie materiële middelen		0,8	10,0
De verbindingsofficieren in het buitenland		0,8	0,8
De gedecentraliseerde ordonnateurs van tabel 4		0,2	0,8

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 9 januari 2001.

De minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

Annexe IV à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2001

Tableau 4 : Liste des ordonnateurs décentralisés

- L'inspecteur général;
- Le directeur de la direction du fonctionnement policier intégré;
- Le directeur de la direction des relations avec la police locale;
- Le directeur de la direction de la coordination et du fonctionnement de la police fédérale;
- Le directeur de la direction de la politique en matière de coopération policière internationale;
- Les officiers de liaison à l'étranger;
- Le chef de la cellule de relations publiques;
- Le chef du centre de documentation;
- Le directeur de la direction de la politique, de la gestion et du développement de la direction générale de la police administrative;
- Le directeur de la direction des opérations et de l'information en matière de police administrative;
- Le directeur de la direction des missions de protection et des missions internationales;
- Le chef du service chargé de la protection des Palais Royaux;
- Le chef du service chargé des missions de police et de protection auprès du SHAPE;
- Le chef du service chargé de la police des militaires;
- Le directeur de la direction de la police des voies de communication;
- Le chef du service chargé de la police de la circulation;
- Le chef du service chargé de la police de navigation;
- Le chef du service chargé de la police aéronautique;
- Le chef du service chargé de l'immigration et du contrôle aux frontières;
- Le chef du service chargé de la police des chemins de fer;
- Le directeur de la direction de la Réserve générale;
- Le directeur de la direction de la politique, de la gestion et du développement de la direction générale de la police judiciaire;
- Le directeur de la direction des opérations et de l'information en matière de police judiciaire;

Bijlage IV bij ministerieel besluit van 9 januari 2001

Tabel 4 : Lijst van gedecentraliseerde ordonnateurs

- De inspecteur-generaal;
- De directeur van de directie van de geïntegreerde werking van de politie;
- De directeur van de directie van de relaties met de lokale politie;
- De directeur van de directie van de werking en van de coördinatie van de federale politie;
- De directeur van de directie van het beleid inzake internationale politiem samenwerking;
- De verbindingsofficieren in het buitenland;
- Het hoofd van de cel public relations;
- Het hoofd van het documentatiecentrum;
- De directeur van de directie van het beleid, het beheer en de ontwikkeling van de algemene directie bestuurlijke politie;
- De directeur van de directie van de operaties en de informatie inzake de bestuurlijke politie;
- De directeur van de directie van de beveiligingsopdrachten en internationale opdrachten;
- Het hoofd van de dienst belast met de bescherming van de Koninklijke Paleizen;
- Het hoofd van de dienst belast met de opdrachten van politie en bescherming bij de SHAPE;
- Het hoofd van de dienst belast met de politie der militairen;
- De directeur van de directie politie van de verbindingswegen;
- Het hoofd van de dienst belast met de politie van het wegverkeer;
- Het hoofd van de dienst belast met de scheepvaartpolitie;
- Het hoofd van de dienst belast met de luchtvaartpolitie;
- Het hoofd van de dienst belast met de immigratie en grenscontroles;
- Het hoofd van de dienst belast met de politie der spoorwegen;
- De directeur van de directie van de Algemene Reserve;
- De directeur van de directie van het beleid, het beheer en de ontwikkeling van de algemene directie gerechtelijke politie;
- De directeur van de directie van de operaties en informatie inzake gerechtelijke politie;

- Le directeur de la direction de la lutte contre la criminalité contre les personnes;
- Le directeur de la direction de la lutte contre la criminalité contre les biens;
- Le directeur de la direction de la lutte contre la criminalité économique et financière;
- Le directeur de la direction de la lutte contre la criminalité organisée;
- Le directeur de la direction de la police technique et scientifique;
- Les directeurs des services judiciaires;
- Le directeur de la direction de la politique, de la gestion et du développement de la direction générale de l'appui opérationnel;
- Le directeur de la direction de la banque de données nationale;
- Le directeur de la direction des unités spéciales;
- Le directeur de la direction de la collaboration opérationnelle policière;
- Le chef du service chargé de l'appui aérien;
- Le chef du service chargé de l'appui canin;
- Les directeurs coordinateurs;
- Le directeur de la direction de la politique, de la gestion et du développement de la direction générale des ressources humaines;
- Le directeur de la direction de la mobilité et de la gestion des carrières;
- Le directeur de la direction de la formation;
- Les directeurs d'écoles;
- Le directeur de la direction du recrutement et de la sélection;
- Le directeur de la direction du service juridique, du contentieux et des statuts;
- Le directeur de la direction des relations internes;
- Le directeur de la direction du service interne de prévention et de protection au travail;
- Le chef du service médical;
- Le directeur de la direction de la politique, de la gestion et du développement de la direction générale des moyens matériels;
- Le directeur de la direction des finances;
- Les chefs d'un service d'appui logistique déconcentré;
- Le chef du service logistique;
- Le directeur technique du secrétariat administratif et technique au département de l'Intérieur.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 00 décembre 2000.

Le ministre de l'intérieur,

A. DUQUESNE

- De directeur van de directie van de strijd tegen de criminaliteit tegen de personen;
- De directeur van de directie van de strijd tegen de criminaliteit tegen de goederen;
- De directeur van de directie van de strijd tegen de economische en financiële criminaliteit;
- De directeur van de directie van de strijd tegen de georganiseerde criminaliteit;
- De directeur van de directie van de wetenschappelijke en technische politie;
- De directeurs van de gerechtelijke diensten;
- De directeur van de directie van het beleid, het beheer en de ontwikkeling van de algemene directie operationele ondersteuning;
- De directeur van de directie van de nationale gegevensbank;
- De directeur van de directie van de speciale eenheden;
- De directeur van de directie operationele politiesamenwerking;
- Het hoofd van de dienst belast met de luchtsteun;
- Het hoofd van de dienst belast met de hondensteun;
- De bestuurlijke directeurs-coördinatoren;
- De directeur van de directie van het beleid, het beheer en de ontwikkeling van de algemene directie personeel;
- De directeurs van de directie van de mobiliteit en het loopbaanbeheer;
- De directeur van de directie van de opleiding;
- De schooldirecteurs;
- De directeur van de directie van de recrutering en van de selectie;
- De directeur van de directie van de juridische dienst, het contentieux en de statuten;
- De directeur van de directie van de interne relaties;
- De directeur van de directie interne dienst voor preventie en bescherming op het werk;
- Het hoofd van de medische dienst;
- De directeur van de directie van het beleid, het beheer en de ontwikkeling van de algemene directie materiële middelen;
- De directeur van de directie van de financiën;
- De hoofden van een gedeconcentreerde logistieke steundienst;
- Het hoofd van de de logistieke dienst;
- De directeur van het administratief en technisch secretariaat bij het departement van Binnenlandse Zaken.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van december 2000.

De minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE